

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Centre des archives diplomatiques de Nantes



Haut-commissariat puis délégation générale  
de France au Levant :  
collections des arrêtés, décisions, notes de service

Dates extrêmes : 1919–1947 (1954)

1 SL / 202 / 1–427

427 articles en 99 cartons ; 11,4 ml

Répertoire numérique  
par Damien HEURTEBISE, conservateur en chef du patrimoine,  
Nantes, juillet 2013

En couverture : classeurs d'arrêtés, avant reconditionnement au CADN ; en médaillon : Georges Dumont, chef du bureau d'ordre, qui a tenu les collections d'arrêtés, décisions et notes de service pendant pratiquement toute la durée du mandat (photo prise en 1946)

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>Inventaire</b>	<b>14</b>
Répertoires . . . . .	15
Collections . . . . .	15
Collection des arrêtés . . . . .	15
Arrêtés du haut-commissaire (1919-1930) . . . . .	15
Arrêtés /LR = législation et réglementation (1931-1941) . . . . .	17
Arrêtés /I = mesures individuelles (1931-1941) . . . . .	20
Arrêtés /RIC = services d'intérêt commun (1931-1941) . . . . .	21
Arrêtés /HC Syrie (1931-1932) . . . . .	21
Arrêtés /PA = service du personnel (1937) . . . . .	21
Arrêtés /FL puis /FC (1941-1947) . . . . .	22
Collection des décisions . . . . .	23
Décisions du haut-commissaire (1919-1941) . . . . .	23
Décisions /PA = service du personnel (1937) . . . . .	25
Décisions /FL puis /FC (1941-1946) . . . . .	26
Décisions du ministre de France au Liban (1946-1953) . . . . .	29
Collection des notes de service (1921-1954) . . . . .	30
Collection des procurations (1931) . . . . .	32



# Introduction

## CONTEXTE

**Origine** Les archives décrites dans le présent instrument de recherche proviennent, pour l'essentiel, du bureau d'ordre du haut-commissariat puis de la délégation générale de France au Levant. Les quelques cahiers les plus récents proviennent de la légation puis ambassade de France au Liban, après la fin du mandat.

**Histoire administrative** La représentation française au Levant a pris différentes formes durant les années d'existence du mandat de la Société des Nations sur les anciennes provinces de l'Empire ottoman jusqu'à l'établissement d'une ambassade de France au Liban : haut-commissariat de la République française (avr. 1919-juil. 1941), délégation générale de la France libre au Levant (juil. 1941-août 1942), délégation générale de la France combattante au Levant (août 1942-déc. 1943), délégation générale de France au Levant (déc. 1943-août 1946), légation de France au Liban (sept. 1946-oct. 1952) puis ambassade de France au Liban (à partir de nov. 1952).

La page du mandat est définitivement tournée avec l'arrêté du gouvernement provisoire de la République française en date du 6 septembre 1946, qui fixe les conditions de la liquidation :

*À compter du 1<sup>er</sup> septembre 1946, les services de l'ancienne délégation générale de France au Levant prennent le nom d'office de gestion provisoire des biens français et de liquidation des services de la délégation générale de France au Levant. Cet office est placé sous l'autorité des ministres de France en Syrie et au Liban. [...]*

Par arrêté en date du même jour du ministre des Affaires étrangères, M. André Ehrhardt est nommé directeur de l'office de gestion et de liquidation.

L'homogénéité remarquable des collections d'arrêtés, décisions et notes de service du haut-commissariat puis de la délégation générale tient à la présence sur le long terme d'un même agent en charge de ces collections : Georges Dumont, affecté au haut-commissariat le 1<sup>er</sup> avril 1919 et aussitôt désigné comme « chef du bureau d'ordre (archives et courrier) » du haut-commissariat<sup>1</sup>. Il

---

1. Georges Marie Joseph Dumont, né le 1<sup>er</sup> juin 1879 à Indevillars (Doubs). Il est officiellement nommé chef du bureau d'ordre par l'arrêté n° 2153 du 4 sept. 1923. Voir son dossier personnel conservé au CADN sous les cotes 1SL/5/454 et 1SL/20/59. — À ne pas confondre avec son fils Georges Louis Henri Dumont, qui a été employé au bureau d'ordre du haut-commissariat entre mars et décembre 1931 en qualité de secrétaire auxiliaire. Ni avec Charles Dumont, administrateur des colonies, chef de cabinet du secrétaire général du haut-commissariat de 1922 à 1924, puis délégué-adjoint à Lattaquié et secrétaire général du gouvernement des Alaouites de 1924 à 1928 ; en septembre 1928, il entre au commissariat général de l'exposition coloniale de Paris. C'est ce même Charles Dumont qui, de 1922 à 1924, signe les ampliations des arrêtés, décisions et notes de service en sa qualité de chef de cabinet.

exerce cette fonction jusqu'en octobre 1940, date à laquelle il est mis à la retraite une première fois<sup>2</sup>. Remplacé à la tête du bureau d'ordre par Jean Remery<sup>3</sup>, il trouve à s'employer à la raffinerie de Tripoli. Lorsque, en juin 1941, le général Dentz le rappelle au haut-commissariat, il refuse sa réintégration, n'acceptant pas de « servir un régime contraire à [ses] idées ». De fait, il apparaît sur les listes de ralliement à la France libre dès le 9 août 1941 et sollicite quelques mois plus tard un engagement volontaire dans une unité combattante, à l'âge de soixante-trois ans. Cet engagement lui étant refusé, et suite au départ de M. Remery, il est rappelé dans son ancienne fonction de chef du bureau d'ordre de la délégation générale en avril 1942<sup>4</sup>. Il prendra définitivement sa retraite en avril 1946, après avoir tenu les collections d'arrêtés, décisions et notes de service pendant pratiquement toute la durée du mandat.

**Histoire de la conservation** Les archives du haut-commissariat de la République française puis de la délégation générale n'étaient pas centralisées en un lieu unique au sein du Grand Sérail. Plusieurs services en assuraient la tenue et la conservation : le bureau d'ordre du secrétariat général ; le cabinet politique, qui disposait de sa propre section Archives ; le bureau diplomatique ; le service des renseignements ; le service du personnel ; et la section du Chiffre. Selon les périodes, cette organisation a connu plusieurs modifications.

Le rôle du bureau d'ordre est cependant central. C'est lui qui, dès le début du mandat, assure l'enregistrement de la totalité du courrier au départ et à l'arrivée, qui le répartit et qui tient les chronos<sup>5</sup>. Un soin particulier est porté aux arrêtés, décisions et notes de service, qui « seront classés en collection d'originaux qui, sous aucun prétexte, ne devront sortir du bureau des archives. Cette collection sera toujours sous clef »<sup>6</sup>.

Les collections d'arrêtés, décisions et notes de service ont été rapatriées au CADN sans inventaire. Elles ont été reconditionnées et classées en juin 2013.

**Modalités d'entrée** Versement administratif de l'ambassade de France au Liban.

## CONTENU ET STRUCTURE

**Présentation du contenu** Les collections constituées par le bureau d'ordre du secrétariat général du haut-commissariat puis de la délégation générale, et réunies dans le présent instrument de recherche, se divisent en trois ensembles :

- les arrêtés du haut-commissaire puis délégué général
- les décisions

---

2. Arrêté n° 11/PB du 14 octobre 1940.

3. Note de service n° 172 du 16 oct. 1940.

4. Arrêté n° 237/FC du 27 avril 1942.

5. Notes de service n° 209 du 13 juillet 1921 et n° 102 du 22 août 1922.

6. Note de service n° 58 du 28 avril 1924.

– les notes de service.

Un dernier ensemble a été joint aux trois premiers, en raison de son aspect matériel rigoureusement identique : il s’agit de la collection des procurations, également établie au bureau d’ordre du secrétariat général. Cependant, il semble que cette initiative soit restée sans suite puisque une seule procuration a été insérée dans le cahier.

Tous les documents qui figurent dans ces collections sont des originaux signés, ce qui explique le soin avec lequel ils ont été reliés et conservés. Les séries présentes le sont en totalité, sans rupture dans la numérotation<sup>7</sup>.

Entre la mi-novembre 1927 et la fin de l’année 1930, il est fréquent que les arrêtés et décisions émanant du Service du personnel soient enregistrés au bureau d’ordre puis conservés en dehors de la collection. On trouve alors dans les cahiers un fantôme indiquant : « Arrêté [ou Décision] n° . . . concernant M. . . . : original au Bureau du personnel »<sup>8</sup>.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1931, une nouvelle numérotation des arrêtés et décisions établit une séparation des actes en plusieurs sous-séries, en fonction de leur nature :

- série /LR pour les textes législatifs et réglementaires
- série /RIC pour les services d’intérêt commun
- série /I pour les mesures individuelles
- séries /PA, /PB et /PA/RIC pour le service du personnel.

La différence entre les arrêtés et les décisions n’est pas une question de matière traitée ni de provenance. Elle tient essentiellement au caractère définitif des premiers, au contraire des seconds. La note de service n° 39 du 26 février 1931 indique, pour toutes les mesures individuelles :

*Un arrêté ne sera établi que dans le cas de nomination à titre définitif, de cessation de fonctions d’un agent titularisé (licenciement, remise à la disposition de son administration d’origine, acceptation de démission, etc.). Dans tous les autres cas (nomination en qualité de stagiaire ou d’auxiliaire, mutation), le projet sera dressé sous forme de décision. Ce texte rappellerait éventuellement la décision ou l’arrêté de nomination.*

Ainsi, toutes les mesures d’expulsion ou d’extradition — et elles sont nombreuses — sont prises sous la forme d’arrêtés. En revanche, l’autorisation donnée à Louis Massignon, professeur au Collège de France, pour percevoir des fonds extraordinaires et constituer la bibliothèque de l’Institut français de Damas, fait l’objet d’une décision en février 1930, complétée par une seconde

---

7. Hormis peut-être le registre n° 42 des arrêtés /LR (voir articles 89 et 90), mais la chronologie est continue. Le registre n° 42 appartient peut-être à une autre sous-série d’arrêtés.

8. Pour les consulter, on peut se reporter soit aux dossiers de personnel lorsqu’ils sont conservés, soit aux collections d’arrêtés et décisions tenues par le cabinet civil. Voir plus bas les sources complémentaires.

en janvier 1931<sup>9</sup>. Plus largement, les décisions portent régulièrement sur l'octroi de subventions et d'indemnités, l'interdiction de diffusion d'un journal, les autorisations d'ouverture d'école, les ventes de biens de l'administration, les affectations de personnel, etc.

Quant aux notes de service, elles sont davantage tournées vers l'organisation pratique des services, la vie quotidienne des agents, les congés, l'organisation de l'estivage à Aley ou à Souk-el-Gharb, la convocation aux messes consulaires, l'exequatur de nouveaux consuls, l'arrivée de nouveaux hauts-commissaires, la répartition des plantons, l'entretien des véhicules, l'accès à la coopérative civile ou au « bain militaire », etc. Ce sont des documents à usage interne mais qui apportent un éclairage très précis sur le fonctionnement et le positionnement de l'administration, comme dans cette mise au point du délégué général Catroux au sujet des relations avec les Britanniques<sup>10</sup> :

*[...] Si la France, au cours de cette nouvelle guerre de Trente Ans, a subi à chaque fois le choc le plus dur de l'ennemi et a souffert, de ce fait, les pertes les plus lourdes, la Grande-Bretagne a eu le mérite incomparable de continuer la lutte à un moment où elle se trouvait, dans une situation critique, seule devant l'ennemi. [...] Aujourd'hui encore, le fait que la Russie soviétique et les États-Unis d'Amérique ont été entraînés dans la lutte contre l'Allemagne et l'Italie ne change rien ni aux engagements qu'a pris la Grande-Bretagne ni aux obligations que la France libre a contractées en retour vis-à-vis d'elle.*

*L'attitude d'un officier français ne peut pas ne pas s'inspirer de ce fait fondamental. Faire passer au premier plan d'autres considérations, laisser se créer par manque de bonne volonté, de souplesse ou de courtoisie, des malentendus qui engendrent inévitablement la méfiance et l'aigreur, serait un manquement grave à la discipline, en même temps qu'au devoir national. [...]*

Certains arrêtés et décisions ont déjà fait l'objet d'une publication et sont aisément consultables en bibliothèque<sup>11</sup>, mais cette publication n'est que très partielle : à titre d'exemple, pour l'année 1931, le *Bulletin officiel* permet d'avoir accès à 132 arrêtés sur les 306 signés par le haut-commissaire, et à 19 décisions (dont 12 sous la simple forme d'analyse) sur les 255 décisions prises au cours de l'année. Quant aux notes de service, elles sont totalement inédites. De plus, les arrêtés et décisions comportent parfois des pièces jointes

---

9. Décision n° 1898 du 24 février 1930 complétée par la décision n° 8 du 10 janvier 1931. Voir aussi la décision n° 1916 du 11 mars 1930. Aucune n'est publiée au *Bulletin officiel*.

10. Instruction générale n° 30 du 3 février 1942 pour les officiers des services spéciaux, conservée parmi les notes de service.

11. À la bibliothèque du CADN, voir le *Bulletin officiel des actes administratifs du haut-commissariat* (cote : PER 6) et le *Recueil des actes administratifs du haut-commissariat* (cote : PER 7).

(cartes et plans, notamment) qui ne sont jamais reproduites dans le *Bulletin officiel*. C'est ainsi que l'arrêté n° 15/LR du 18 janvier 1934 portant réglementation générale sur la police de la circulation et du roulage dans les États sous mandat français, ne comporte pas, dans sa version publiée au *Bulletin officiel*<sup>12</sup>, le règlement d'application contenant notamment le dessin des différentes plaques minéralogiques. De même, la décision n° 2274 du 11 février 1924 déclarant d'utilité publique les travaux d'extension du port de Beyrouth comporte un plan du port et des parcelles à exproprier ; elle n'a pas été publiée. Les collections d'originaux restent donc incontournables pour connaître l'action de l'administration mandataire dans sa globalité.

**Tris, éliminations, sort final** Aux collections du bureau d'ordre se trouvaient mêlées, au moment du reclassement, plusieurs collections en provenance de divers services. Ce sont :

- Cabinet politique de la zone ouest : collection des décisions, correspondance, 1919-1920
- Poste de Mersine : collection des décisions de l'état-major de l'armée du Levant, 1920
- Service des renseignements du Levant : collection des décisions, 1922-1932
- Cabinet civil du haut-commissariat : collection des arrêtés, 1927-1930 ; collection des décisions, 1927-1930
- Direction des Finances : collection des arrêtés, 1929, 1933-1936
- Service intérieur (direction du Matériel) : collection des arrêtés, 1944-1946 ; collection des décisions, 1943-1947.

Au total, ces collections parallèles représentaient 18 classeurs et 3 chemises. Elles ont été collationnées aux collections des originaux afin d'extraire et éliminer tous les documents en double (0,8 ml). Seuls ont été conservés les arrêtés et décisions qui ne figuraient pas en original au bureau d'ordre ; ils ont alors été mis de côté pour être réintégrés dans leur fonds d'origine.

Les classeurs métalliques ont été supprimés. Tous les documents (chemises, cahiers avec montage sur onglets) ont été dépoussiérés et reconditionnés en cartons.

**Accroissement** Fonds clos.

**Mode de classement** Le classement de juin 2013 restitue le classement d'origine, avec une distinction par typologie de document (arrêtés, décisions, notes de service, procurations), et une répartition par sous-séries entre 1931 et 1941.

#### CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION

**Conditions d'accès** Archives publiques. Fonds entièrement communicable.

**Conditions de reproduction** Libre reproduction pour un usage personnel.

**Langue et écriture des documents** Français.

---

12. *Bulletin officiel* n° 7, 13<sup>e</sup> année, du 15 avril 1934, pp. 125-142. — Même remarque pour sa publication dans le *Recueil des actes administratifs*, 1934, pp. 46-91.

## SOURCES COMPLÉMENTAIRES

**Sources complémentaires** On aura intérêt à se reporter aux archives du cabinet civil et de la direction des Finances pour y consulter, en complément des collections du bureau d'ordre :

- les arrêtés et décisions provenant du service du personnel (nov. 1927-déc. 1930)
- les arrêtés /PA, /PB et /PA/RIC (1933-1936).

## CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

**Notes de l'archiviste** Damien Heurtebise, conservateur en chef du patrimoine

**Date de la description** Juillet 2013

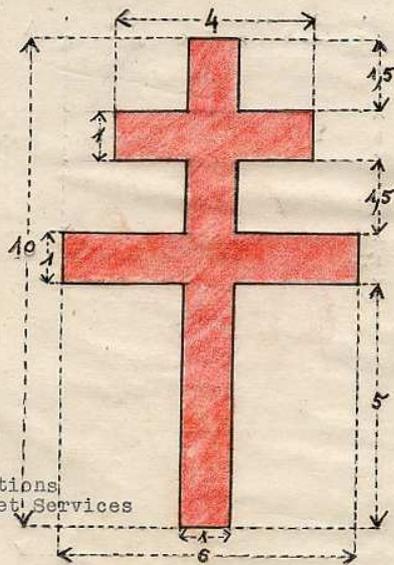
Beyrouth, le 30 JUN. 1942

NOTE GENERALE 160

Il est rappelé aux Corps de Troupes et Services, ainsi qu'aux Délégations, Comités et Services Civils, que la CROIX DE LORRAINE n'est pas partie de notre drapeau national, et qu'elle ne doit pas y figurer.

Par contre, la CROIX DE LORRAINE peut figurer sur des pavillons, fanions, guidons ou flammes. Ces Croix sont toujours rouges et doivent être de proportions identiques.

A titre d'indication, les proportions fixées de la CROIX DE LORRAINE sont celles du croquis ci-dessous :



DESTINATAIRES :

- Etat-Major
- Toutes Délégations
- Tous Comités et Services

Exemple de note de service non publiée au *Bulletin officiel des actes administratifs* : note générale n° 160 du 30 juin 1942, signée par le général Catroux, rappelant l'usage et les dimensions de la croix de Lorraine (cote : MAE-CADN, 1SL/202/409).



# Inventaire



## RÉPERTOIRES

### Répertoires méthodiques

- 1-3** Répertoires méthodiques<sup>13</sup> [3 cahiers] (1925-1926)
- 1** Arrêtés : 9 janv.- 3 déc. 1925
  - 2** Décisions : 9 janv.-3 déc. 1925
  - 3** Arrêtés et décisions : 8 déc. 1925-5 janv. 1926

### 4-5 Répertoires alphabétiques

- Répertoires alphabétiques [2 registres] (1925-1945)
- 4** Arrêtés : 9 janv. 1925-13 déc. 1945
  - 5** Décisions : 9 janv. 1925-12 déc. 1945

## COLLECTIONS

### Collection des arrêtés

#### Arrêtés du haut-commissaire de la République française

- 6-48** Arrêtés : originaux signés (1919-1930)
- 6** 1919 (6 déc.)-1921 (9 févr.)
  - 7** 1921 (9 févr.)-1922 (2 févr.)
  - 8** 1922 (3 févr.-2 déc.)
  - 9** 1922 (2 déc.)-1923 (19 juil.)
  - 10** 1923 (20 juil.)-1924 (8 avr.)
  - 11** 1924 (12 avr.)-1925 (8 janv.)<sup>14</sup>

---

13. Les arrêtés et décisions sont répartis par thème (personnel, arrêtés généraux, États) et par sous-thème (pour le personnel : arrêtés généraux, résidence, drogmanat, cabinet civil, cabinet, chauffeurs, etc. ; pour les arrêtés généraux : services économiques et agricoles, santé, sûreté, armée, douanes, etc. ; pour chacun des États : personnel et administration).

14. Les arrêtés contenus dans les articles 6 à 11 se présentaient, lors de leur arrivée à Nantes,

- 12** N° 1 : 1925 (9 janv.-20 avr.) <sup>15</sup>
- 13** N° 2 : 1925 (25 avr.-22 juin)
- 14** N° 3 : 1925 (24 juin-9 oct.)
- 15** N° 4 : 1925 (10 oct.)-1926 (9 janv.)
  
- 16** N° 5 : 1926 (12 janv.-23 févr.)
- 17** N° 6 : 1926 (25 févr.-15 mars)
- 18** N° 7 : 1926 (15-27 mars)
- 19** N° 8 : 1926 (27 mars-6 mai)
  
- 20** N° 9 : 1926 (7 mai-5 juin)
- 21** N° 10 : 1926 (26 mai-2 août)
- 22** N° 11 : 1926 (2 août-28 sept.)
- 23** N° 12 : 1926 (29 sept.-8 déc.)
  
- 24** N° 13 : 1926 (10 déc.)-1927 (28 janv.)
- 25** N° 14 : 1927 (28 janv.-7 mars)
- 26** N° 15 : 1927 (8 mars-11 avr.)
- 27** N° 16 : 1927 (11-25 avr.)
  
- 28** N° 17 : 1927 (25 avr.-10 mai)
- 29** N° 18 : 1927 (10-28 mai)
- 30** N° 19 : 1927 (28 mai-22 juil.)
- 31** N° 20 : 1927 (22 juil.-28 sept.)
  
- 32** N° 21 : 1927 (28 sept.-6 déc.)
- 33** N° 22 : 1927 (6 déc.)-1928 (23 févr.)
- 34** N° 23 : 1928 (23 févr.-31 mai)
- 35** N° 24 : 1928 (2 juin-7 sept.)

---

sous forme de classeurs (voir photo en couverture); ils ont été reconditionnés en chemises et cartons. Les arrêtés suivants se présentent sous forme de registres avec montage sur onglets. Le numéro qui figure en tête des analyses est d'origine; il apparaît sur le dos des registres. Ceux-ci sont regroupés à quatre ou cinq par carton.

15. Durant l'année 1925, les arrêtés pris par le général Sarrail, haut-commissaire de la République française auprès des États de Syrie, du Grand Liban, des Alaouites et du Djébel Druze, portent la mention « /S » après leur numéro.

- 36 N° 25 : 1928 (7 sept.-22 nov.)
- 37 N° 26 : 1928 (22 nov.)-1929 (23 janv.)
- 38 N° 27 : 1929 (23 janv.-13 mars)
- 39 N° 28 : 1929 (16 mars-25 mai)
  
- 40 N° 29 : 1929 (25 mai-20 juil.)
- 41 N° 30 : 1929 (20 juil.-14 oct.)
- 42 N° 31 : 1929 (14 oct.-9 déc.)
- 43 N° 32 : 1929 (9 déc.)-1930 (21 févr.)
  
- 44 N° 33 : 1930 (24 févr.-14 mai)
- 45 N° 34 : 1930 (14 mai)<sup>16</sup>
- 46 N° 35 : 1930 (22 mai-21 juil.)
- 47 N° 36 : 1930 (22 juil.-3 nov.)
  
- 48 N° 37 : 1930 (3 nov.-31 déc.)

**49-122** Arrêtés /LR = législation et réglementation : originaux signés (1931-1941)

- 49 N° 1 : 1931 (4 janv.-16 juil.)
- 50 N° 2 : 1931 (16 juil.-28 déc.)
- 51 N° 3 : 1932 (6 janv.-20 avr.)
- 52 N° 4 : 1932 (20 avr.-4 juil.)
  
- 53 N° 5 : 1932 (5 juil.-18 oct.)
- 54 N° 6 : 1932 (18 oct.-6 déc.)
- 55 N° 7 : 1932 (29 nov.-31 déc.)
- 56 N° 8 : 1933 (6 janv.-14 mars)
- 57 N° 9 : 1933 (20 mars-16 mai)
  
- 58 N° 10 : 1933 (16 mai-2 juil.)
- 59 N° 11 : 1933 (2 juil.-24 août)
- 60 N° 12 : 1933 (25 août-25 oct.)
- 61 N° 13 : 1933 (13 oct.-7 nov.)

---

16. Promulgation du statut organique des États sous mandat français.

- 62** N° 14 : 1933 (13 nov.-26 déc.)  
**63** N° 15 : 1933 (26-30 déc.)<sup>17</sup>  
**64** N° 16 : 1934 (2-18 janv.)  
**65** N° 17 : 1934 (18 janv.-27 févr.)
- 66** N° 18 : 1934 (27 févr.-28 mai)  
**67** N° 19 : 1934 (28 mai-10 août)  
**68** N° 20 : 1934 (10 août-20 sept.)
- 69** N° 21 : 1934 (20 sept.-16 nov., 14 déc.<sup>18</sup>)  
**70** N° 22 : 1934 (19 nov.-31 déc.)  
**71** N° 23 : 1935 (3 janv.-6 févr.)  
**72** N° 24 : 1935 (7 févr.-9 mai)
- 73** N° 25 : 1935 (10 mai-13 juil.)<sup>19</sup>  
**74** N° 26 : 1935 (13 juil.-13 sept.)  
**75** N° 27 : 1935 (13 sept.-13 nov.)
- 76** N° 28 : 1935 (15 nov.-30 déc.)  
**77** N° 29 : 1936 (3-31 janv.)  
**78** N° 30 : 1936 (4 févr.-24 mars)  
**79** N° 31 : 1936 (26 mars-17 avr.)
- 80** N° 32 : 1936 (20 avr.-10 août)  
**81** N° 33 : 1936 (19 août-5 oct.)  
**82** N° 34 : 1936 (6 oct.-26 nov.)  
**83** N° 35 : 1936 (26 nov.-31 déc.)
- 84** N° 36 : 1937 (4 janv.-5 mai)  
**85** N° 37 : 1937 (10 mai)<sup>20</sup>

---

17. Contient les plans de la zone franche du port de Beyrouth.

18. Arrêté n° 288/LR portant rectificatif à l'arrêté n° 271/LR du 16 nov. 1934.

19. L'arrêté n° 137/LR du 15 juin 1935 dit « Code des douanes » est placé à la fin du registre, non relié.

20. Arrêté n° 72/LR du 10 mai 1937 validant le tracé du chemin de fer entre Tell-Ziouane et Tell-Kotchek (chemin de fer de Bagdad, prolongement vers Mossoul), avec plan de bornage

- 86 N° 38 : 1937 (10 mai-16 juil.)  
87 N° 39 : 1937 (16 juil.-12 oct.)
- 88 N° 40 : 1937 (15 oct.-6 déc.)  
89 N° 41 : 1937 (6-31 déc.)  
N° 42 : *manque*  
90 N° 43 : 1938 (1<sup>er</sup> janv.-5 avr.)  
91 N° 44 : 1938 (6 avr.-6 juil.)  
92 N° 45 : 1938 (6 juil.-17 sept.)
- 93 N° 46 : 1938 (17 sept.-5 déc.)  
94 N° 47 : 1938 (5-31 déc.)  
95 1939 (3 janv.-8 mars)  
96 1939 (9-29 mars)  
97 1939 (30 mars-3 mai)
- 98 1939 (3 mai-24 juin)  
99 1939 (24 juin-17 juil.)  
100 1939 (17 juil.-19 août)  
101 1939 (21 août-1<sup>er</sup> sept.)  
102 1939 (1<sup>er</sup>-15 sept.)
- 103 1939 (16 sept.-13 oct.)  
104 1939 (13 oct.-20 nov.)  
105 1939 (20 nov.-3 déc.)  
106 1939 (3-31 déc.)
- 107 1940 (4 janv.-6 févr.)  
108 1940 (7 févr.-28 mars)  
109 1940 (1<sup>er</sup> avr.-10 mai)  
110 1940 (10 mai-3 juin)  
111 1940 (3-12 juin)

- 112 1940 (15-25 juin)
- 113 1940 (25 juin-16 sept.)
- 114 1940 (16 sept.-17 oct.)
- 115 1940 (17 oct.-15 nov.)
- 116 1940 (18 nov.-12 déc.)
  
- 117 1940 (12-28 déc.)
- 118 1941 (3 janv.-24 févr.)
- 119 1941 (26 févr.-2 avr.)
- 120 1941 (2-19 avr.)
- 121 1941 (19 avr.-8 juin)
- 122 1941 (10 juin-13 juil.)

**123-146** Arrêtés /I = mesures individuelles : originaux signés<sup>21</sup> (1931-1941)

- 123 N° 1 : 1931 (3 janv.-23 oct.)
- 124 N° 2 : 1931 (27 oct.-31 déc.)
- 125 N° 3 : 1932 (5 janv.-30 mai)
- 126 N° 4 : 1932 (4 juin-31 oct.)
- 127 N° 5 : 1932 (31 oct.-31 déc.)
- 128 N° 6 : 1933 (6 janv.-1<sup>er</sup> juil.)
  
- 129 N° 7 : 1933 (1<sup>er</sup> juil.-20 oct.)
- 130 N° 8 : 1933 (20 oct.-28 déc.)
- 131 N° 9 : 1934 (8 janv.-28 juin)
- 132 N° 10 : 1934 (3 juil.-31 déc.)
- 133 N° 11 : 1935 (12 janv.-8 août)
  
- 134 N° 12 : 1935 (8 août-31 déc.)
- 135 N° 13 : 1936 (6 janv.-21 août)
- 136 N° 14 : 1936 (21 août-31 déc.)
- 137 N° 15 : 1937 (5 janv.-26 juin)
- 138 N° 16 : 1937 (26 juin-28 déc.)

---

21. Figurent dans cette catégorie les brevets d'invention reconnus par l'Office de protection, les arrêtés d'expulsion proposés par la Sûreté générale, les arrêtés d'expulsion proposés par le Service législation-justice-contentieux, les autorisations de séjour, mises à disposition de fonctionnaires, réquisitions, etc.

- 139** N° 17 : 1938 (10 janv.-20 juil.)  
**140** N° 18 : 1938 (21 juil.-30 déc.)  
**141** 1939 (7 janv.-8 sept.)  
**142** 1939 (18 sept.-31 déc.)  
**143** 1940 (5 janv.-26 avr.)  
**144** 1940 (26 avr.-23 sept.)  
  
**145** 1940 (23 sept.-28 déc.)  
**146** 1941 (7 janv.-11 juil.)  
  
**147-153** Arrêtés /RIC = gestion des services d'intérêt commun : originaux signés<sup>22</sup> (1931-1941)  
**147** 1931 (24 nov.-23 déc.)  
**148** 1932 (4 janv.-31 déc.)  
**149** 1933 (13 janv.)-1935 (4 juin)  
**150** 1935 (5 août)-1937 (31 déc.)  
**151** 1938 (11 janv.-31 déc.)  
**152** 1939 (31 janv.)-1940 (14 déc.)  
**153** 1941 (31 janv.-30 mai)  
  
**154** Arrêtés /HC Syrie : originaux signés (1931-1941)  
1931 (19 nov.)-1932 (4 mai)  
  
**155** Arrêtés /PA<sup>23</sup> = service du personnel : originaux signés (1937)  
1937 (20 janv.-31 déc.)

---

22. Figurent dans cette catégorie les mesures concernant le compte de gestion des services d'intérêt commun proposées par le Service des finances, le suivi du pèlerinage à La Mecque par le Service de l'hygiène et des œuvres sociales, l'approbation des comptes d'exploitation de Radio-Orient, les mesures de personnel concernant les agents des douanes, etc.

23. Deux nouvelles séries ont été instituées par note de service n° 81 du 6 juin 1931 : la série /PA, qui concerne le « personnel français rétribué sur le compte de gestion des intérêts communs ou sur les budgets des États, et [le] personnel libanais et syrien à la charge du compte de gestion ou de tout autre budget » ; et la série /PB, qui concerne le « personnel français du haut-commissariat rétribué sur les crédits du budget du ministère des Affaires étrangères ». Ces deux séries n'étaient pas conservées au bureau d'ordre. Une collection des ampliations des arrêtés /PA, /PB et /PA/RIC est consultable dans le fonds de la direction des Finances pour les années 1933-1936.

**Arrêtés du délégué de la France libre  
puis arrêtés du délégué de la France combattante au Levant**

**156-188** Arrêtés /FL puis /FC : originaux signés<sup>24</sup> (1941-1947)

**156** 1941 (10 juil.-7 août)

**157** 1941 (7 août-3 sept.)

**158** 1941 (3-26 sept.)

**159** 1941 (26 sept.-18 oct.)

**160** 1941 (18 oct.-5 nov.)

**161** 1941 (5-28 nov.)

**162** 1941 (28 nov.-31 déc.)

**163** 1942 (2 janv.-2 févr.)

**164** 1942 (2 févr.-2 mars)

**165** 1942 (2-23 mars)

**166** 1942 (26 mars-27 avr.)

**167** 1942 (27 avr.-8 juin)

**168** 1942 (8-26 juin)

**169** 1942 (26 juin-22 juil.)

**170** 1942 (23 juil.-17 août)

**171** 1942 (17 août-9 sept.)

**172** 1942 (9 sept.-13 nov.)

**173** 1942 (14 nov.-7 déc.)

**174** 1942 (7-29 déc.)

**175** 1942 (29-31 déc.)

**176** 1943 (7 janv.-15 févr.)

**177** 1943 (15 févr.-18 mars)

**178** 1943 (18 mars-13 mai)

**179** 1943 (13 mai-9 juil.)

**180** 1943 (9 juil.-30 août)

**181** 1943 (30 août-16 oct.)

---

24. La numérotation passe de 401/FL le 27 juillet 1942 à 402/FC le 4 août 1942. La classification « /FC » reste utilisée jusqu'au 10 juillet 1946, même lorsque la délégation de la France au Levant perd le qualificatif de « combattante ».

- 182 1943 (18 oct.-24 nov.)
- 183 1943 (26 nov.-29 déc.)
- 184 1943 (29-31 déc.)
- 185 1944 (7 janv.-19 juin)
- 186 1944 (26 juin-31 déc.)
- 187 1945 (10 janv.-13 déc.)
- 188 1946 (17 janv.-10 juil.)

## Collection des décisions

### Décisions du haut-commissaire

- 189-256 Décisions : originaux signés (1919-1941)
- 189 1920 (6 janv.)-1921 (6 juin)
- 190 1921 (7 juin)-1922 (29 nov.)
- 191 1922 (29 nov.)-1923 (14 juin)
- 192 1923 (14 juin)-1925 (7 janv.)<sup>25</sup>
- 193 N° 1 : 1925 (9 janv.-4 mai)
- 194 N° 2 : 1925 (4 mai-31 juil.)
- 195 N° 3 : 1925 (31 juil.-3 déc.)
- 196 N° 4 : 1925 (8 déc.)-1926 (27 mars)
- 197 N° 5 : 1926 (27 mars-24 juin)
- 198 N° 6 : 1926 (23 juin-16 sept.)
- 199 N° 7 : 1926 (17 sept.)-1927 (19 janv.)
- 200 N° 8 : 1927 (20 janv.-11 mai)
- 201 N° 9 : 1927 (11 mai-4 août)
- 202 N° 10 : 1927 (8 août-16 nov.)
- 203 N° 11 : 1927 (17 nov.)-1928 (15 févr.)

---

25. Les décisions contenus dans les articles 189 à 192 se présentaient, lors de leur arrivée à Nantes, sous forme de classeurs ; elles ont été reconditionnées en chemises et cartons. Les décisions suivantes se présentent sous forme de registres avec montage sur onglets.

- 204** N° 12 : 1928 (18 févr.-11 mai)  
**205** N° 13 : 1928 (11 mai-21 août)
- 206** N° 14 : 1928 (23 août)-1929 (19 janv.)  
**207** N° 15 : 1929 (21 janv.-18 avr.)  
**208** N° 16 : 1929 (18 avr.-1<sup>er</sup> juil.)  
**209** N° 17 : 1929 (3 juil.-23 oct.)
- 210** N° 18 : 1929 (23 oct.)-1930 (20 févr.)  
**211** N° 19 : 1930 (20 févr.-22 mai)  
**212** N° 20 : 1930 (22 mai-18 juil.)  
**213** N° 21 : 1930 (22 juil-6 oct.)  
**214** N° 22 : 1930 (6 oct.-31 déc.)
- 215** N° 23 : 1931 (2 janv.-15 mai)  
**216** N° 24 : 1931 (16 mai-31 déc.)  
**217** N° 25 : 1931 (31 déc.)  
**218** N° 26 : 1932 (5 janv.-13 mai, 23 juin)  
**219** N° 27 : 1932 (17 mai-7 nov.)  
**220** N° 28 : 1932 (7 nov.-31 déc.)
- 221** N° 29 : 1933 (12 janv.-5 mai)  
**222** N° 30 : 1933 (5 mai-26 sept.)  
**223** N° 31 : 1933 (26 sept.-30 déc.)  
**224** N° 32 : 1934 (8 janv.-18 juin)
- 225** N° 33 : 1934 (21 juin-30 oct.)  
**226** N° 34 : 1934 (30 oct.-31 déc.)  
**227** N° 35 : 1935 (4 janv.-7 mai)  
**228** N° 36 : 1935 (7 mai-4 sept.)
- 229** N° 37 : 1935 (13 sept.-31 déc.)  
**230** N° 38 : 1936 (4 janv.-20 avr.)  
**231** N° 39 : 1936 (21 avr.-25 sept.)  
**232** N° 40 : 1936 (29 sept.-9 déc.)

- 233** N° 41 : 1936 (10 déc.)  
**234** N° 42 : 1937 (5 janv.-12 juin)  
**235** N° 43 : 1937 (12 juin-11 août)  
**236** N° 44 : 1937 (17 août-28 oct.)  
**237** N° 45 : 1937 (29 oct.-31 déc.)
- 238** N° 46 : 1938 (1<sup>er</sup> janv.-14 mars)  
**239** N° 47 : 1938 (16 mars-14 juin)  
**240** N° 48 : 1938 (14 juin-29 sept.)  
**241** 1938 (29 sept.-15 déc.)  
**242** 1938 (15-29 déc.)
- 243** 1939 (6 janv.-27 mars)  
**244** 1939 (27 mars-24 juil.)  
**245** 1939 (24 juil.-10 oct.)  
**246** 1939 (11 oct.-23 nov.)  
**247** 1939 (23 nov.-29 déc.)
- 248** 1940 (4 janv.-28 févr.)  
**249** 1940 (28 févr.-17 mai)  
**250** 1940 (17 mai-11 juil.)  
**251** 1940 (15 juil.-16 oct.)  
**252** 1940 (17 oct.-14 déc.)  
**253** 1940 (14-31 déc.)
- 254** 1941 (7 janv.-20 mars)  
**255** 1941 (20 mars-14 mai)  
**256** 1941 (15 mai-15 juil.)
- 257-261** Décisions /PA<sup>26</sup> = service du personnel : originaux signés (1937)  
**257** 1937 (11 janv.-10 mai)  
**258** 1937 (10 mai-29 juin)  
**259** 1937 (29 juin-27 août)  
**260** 1937 (27 août-14 oct.)

---

26. Voir ci-dessus, note 23.

261 1937 (14 oct.-31 déc.)

**Décisions du délégué de la France libre  
puis du délégué de la France combattante au Levant  
puis du délégué général et plénipotentiaire au Levant**

**262-357** Décisions /FL puis /FC : originaux signés<sup>27</sup> (1941-1946)

262 1941 (23 juil.-5 sept.)

263 1941 (10-25 sept.)

264 1941 (26 sept.-18 oct.)

265 1941 (18 oct.-12 nov.)

266 1941 (12-28 nov.)

267 1941 (28 nov.-21 déc.)

268 1941 (21-31 déc.)

269 1942 (7-27 janv.)

270 1942 (27 janv.-16 févr.)

271 1942 (16 févr.-14 mars)

272 1942 (14 mars-3 avr.)

273 1942 (3-27 avr.)

274 1942 (27 avr.-18 mai)

275 1942 (18 mai-8 juin)

276 1942 (8-23 juin)

277 1942 (23 juin-22 juil.)

278 1942 (22 juil.-19 août)

279 1942 (19 août-10 sept.)

280 1942 (10 sept.-5 oct.)

281 1942 (5-27 oct.)

282 1942 (28 oct.-17 nov.)

283 1942 (18 nov.-12 déc.)

284 1942 (12-30 déc.)

---

27. La numérotation passe de 880/FL le 4 août 1942 à 881/FC le 5 août. La classification « /FC » reste utilisée, même lorsque la délégation de la France au Levant perd le qualificatif de « combattante ». Elle disparaît après la décision 5/FC du 9 janvier 1948, la dernière à porter la marque « /FC ».

- 285** 1942 (31 déc.)  
**286** 1943 (4-29 janv.)  
**287** 1943 (1<sup>er</sup>-19 févr.)  
**288** 1943 (20 févr.-23 mars)
- 289** 1943 (23 mars-19 avr.)  
**290** 1943 (19 avr.-11 mai)  
**291** 1943 (12 mai-8 juin)  
**292** 1943 (9 juin-9 juil.)  
**293** 1943 (12 juil.-5 août)
- 294** 1943 (5-26 août)  
**295** 1943 (26 août-8 sept.)  
**296** 1943 (9 sept.-1<sup>er</sup> oct.)  
**297** 1943 (1<sup>er</sup>-25 oct.)  
**298** 1943 (25 oct.-12 nov.)  
**299** 1943 (12 nov.-7 déc.)
- 300** 1943 (7-28 déc.)  
**301** 1943 (28-31 déc.)  
**302** 1943 (31 déc.)  
**303** 1944 (8-31 janv.)  
**304** 1944 (31 janv.-21 févr.)  
**305** 1944 (22 févr.-10 mars)
- 306** 1944 (10-21 mars)  
**307** 1944 (22 mars-20 avr.)  
**308** 1944 (20 avr.-9 mai)  
**309** 1944 (9-26 mai)  
**310** 1944 (26 mai-15 juin)
- 311** 1944 (16 juin-7 juil.)  
**312** 1944 (7-29 juil.)  
**313** 1944 (29 juil.-21 août)  
**314** 1944 (21 août-12 sept.)  
**315** 1944 (12-25 sept.)

- 316** 1944 (26 sept.-19 oct.)  
**317** 1944 (19 oct.-7 nov.)  
**318** 1944 (7-21 nov.)  
**319** 1944 (23 nov.-7 déc.)  
**320** 1944 (7-26 déc.)
- 321** 1944 (26-31 déc.)  
**322** 1944 (31 déc.)  
**323** 1945 (3 janv.-9 févr.)  
**324** 1945 (9-15 févr.)  
**325** 1945 (15 févr.-8 mars)
- 326** 1945 (8-28 mars)  
**327** 1945 (28 mars-18 avr.)  
**328** 1945 (18 avr.-4 mai)  
**329** 1945 (5 mai-2 juin)  
**330** 1945 (4-15 juin)  
**331** 1945 (13-30 juin)
- 332** 1945 (2-16 juil.)  
**333** 1945 (16-26 juil.)  
**334** 1945 (26 juil.-2 août)  
**335** 1945 (2-17 août)  
**336** 1945 (17 août-3 sept.)
- 337** 1945 (3-14 sept.)  
**338** 1945 (14-27 sept.)  
**339** 1945 (27-28 sept.)  
**340** 1945 (28 sept.-5 oct.)  
**341** 1945 (6-19 oct.)
- 342** 1945 (23-31 oct.)  
**343** 1945 (2-17 nov.)  
**344** 1945 (17-26 nov.)  
**345** 1945 (26 nov.-5 déc.)

- 346** 1945 (5-20 déc.)
- 347** 1945 (20-31 déc.)
- 348** 1945 (31 déc.)
- 349** 1946 (3 janv.-4 févr.)
  
- 350** 1946 (4 févr.-1<sup>er</sup> mars)
- 351** 1946 (1<sup>er</sup> mars-8 avr.)
- 352** 1946 (8-26 avr.)
- 353** 1946 (26 avr.-16 mai)
  
- 354** 1946 (16 mai-12 juin)
- 355** 1946 (12 juin-1<sup>er</sup> juil.)
- 356** 1946 (1<sup>er</sup>-11 juil.)
- 357** 1946 (22 juil.-31 août)<sup>28</sup>

#### **Décisions du ministre de France au Liban**

**358-365** Décisions : originaux signés (1948-1953)

- 358** 1946 (31 août-20 déc.)
- 359** 1946 (20-31 déc.)
- 360** 1947 (6 janv.-8 nov.)
- 361** 1947 (13- nov.-31 déc.)
  
- 362** 1948 (2 janv.-16 juil.)
- 363** 1948 (23 juil.-30 déc.)
- 364** 1949 (19 janv.-31 déc.)
- 365** 1950 (20 janv.)-1953 (28 oct.)

---

28. Malgré la césure chronologique apparente entre les deux registres 356 et 357, la numérotation des décisions est continue. Aucun registre ne manque.

## Collection des notes de service

### Notes de service du haut-commissariat, de la délégation générale, de la légation puis de l'ambassade de France au Liban

**366-426** Notes de service : originaux signés<sup>29</sup> (1921-1941)

**366** N° 1 : 1921 (4 janv.-24 déc.)

**367** N° 2 : 1922 (3 janv.-19 déc.)

**368** N° 3 : 1923 (3 janv.-3 déc.)

**369** N° 4 : 1924 (2 janv.-30 août)

**370** N° 5 : 1924 (4 sept.-30 déc.)

**371** N° 6 : 1925 (5 janv.-31 déc.)

**372** N° 7 : 1926 (4 janv.-31 déc.)

**373** N° 8 : 1927 (6 janv.-30 déc.)

**374** N° 9 : 1928 (5 janv.-29 déc.)

**375** N° 10 : 1929 (5 janv.-31 déc.)

**376** N° 11 : 1930 (2 janv.-31 déc.)

**377** N° 12 : 1931 (5 janv.-12 août)

**378** N° 13 : 1931 (12 août-31 déc.)

**379** N° 14 : 1932 (4 janv.-30 mai)

**380** N° 15 : 1932 (31 mai-30 déc.)

**381** N° 16 : 1933 (1<sup>er</sup> janv.-14 juin)

**382** N° 17 : 1933 (16 juin-24 oct.)

**383** N° 18 : 1933 (25 oct.-30 déc.)

**384** N° 19 : 1934 (8 janv.-23 juin)

**385** N° 20 : 1934 (25 juin-28 déc.)

**386** N° 21 : 1935 (3 janv.-29 juil.)

**387** N° 22 : 1935 (1<sup>er</sup> août-31 déc.)

---

29. Contrairement à ce qui se passe pour les arrêtés et décisions, la collection des notes de service ne connaît pas de solution de continuité lorsque la délégation générale de la France libre remplace le haut-commissariat de la République française au Levant : dans le même cahier, on passe de la note de service n° 132 du 14 juillet 1941, signée par le général Dentz, à la note de service n° 133 du 17 juillet 1941, signée par le général Catroux.

- 388** N° 23 : 1936 (3 janv.-3 sept.)  
**389** N° 24 : 1936 (3 sept.-29 déc.)  
**390** N° 25 : 1937 (5 janv.-27 juil.)  
**391** N° 26 : 1937 (27 juil.-30 oct.)  
**392** N° 27 : 1937 (3 nov.-30 déc.)
- 393** N° 28 : 1938 (4 janv.-9 mai)  
**394** N° 29 : 1938 (10 mai-28 sept.)  
**395** N° 30 : 1938 (29 sept.-31 déc.)  
**396** 1939 (3 janv.-24 avr.)  
**397** 1939 (25 avr.-1<sup>er</sup> sept.)  
**398** 1939 (3 sept.-29 déc.)
- 399** 1940 (s.d.-15 mai)  
**400** 1940 (15 mai-10 août)  
**401** 1940 (10 août-13 déc.)  
**402** 1940 (14-28 déc.)  
**403** 1941 (2 janv.-5 avr.)  
**404** 1941 (9 avr.-6 juil.)
- 405** 1941 (8 juil.-6 oct.)  
**406** 1941 (7 oct.-30 déc.)  
**407** 1942 (2 janv.-6 mars)  
**408** 1942 (7 mars-15 juin)  
**409** 1942 (16 juin-31 août)  
**410** 1942 (31 août-31 déc.)
- 411** 1943 (4 janv.-1<sup>er</sup> mai)  
**412** 1943 (5 mai-18 sept.)  
**413** 1943 (21 sept.-31 déc.)  
**414** 1944 (2 janv.-19 avr.)  
**415** 1944 (19 avr.-3 oct.)  
**416** 1944 (18 oct.-30 déc.)

- 417 1945 (6 janv.-2 juil.)
- 418 1945 (2 juil.-26 déc.)
- 419 1946 (3 janv.-15 juin)
- 420 1946 (26 juin-28 déc.)
- 421 1947 (30 janv.-29 déc.)
  
- 422 1948 (21 janv.-30 déc.)
- 423 1949 (8 janv.)-1950 (10 janv.)
- 424 1950 (6 févr.)-1951 (11 mai)
- 425 1951 (11 mai)-1952 (19 déc.)
- 426 1953 (16 janv.)-1954 (30 déc.)

### Collection des procurations

- 427 Procuration n° 1 du haut-commissaire dans un procès pour « contravention à l'arrêté sur la protection des antiquités »<sup>30</sup> : minute (21 janv. 1931)

---

30. Quoiqu'il n'y ait jamais eu dans le cahier qu'une seule procuration, la présentation matérielle impose le rapprochement avec les collections d'arrêtés, décisions et notes de service du haut-commissariat.